

---

**SUD Éducation :**  
**un syndicalisme de désobéissances et de grèves**  
**pour une école coopérative dans une société solidaire**

**SUD Éducation :**  
**Un syndicat anti-hiérarchique et autogestionnaire**  
**Un syndicat alternatif, de lutte et d'émancipation**

SUD Éducation est un syndicat qui lutte en faveur de l'autogestion et tente de la mettre en pratique. Il veut un fonctionnement antihierarchique dans le domaine de l'éducation mais aussi dans les entreprises, les services publics et la société en général.

Sur un même lieu, chacun-e peut et doit participer à la prise de décision ainsi qu'aux responsabilités qui font qu'il ou elle s'engage pour le bien de toutes et tous. Cette prise de responsabilité de toutes et tous est indispensable pour une transformation coopérative de l'école.

Le syndicat SUD Éducation lutte contre les réformes qui visent à augmenter le pouvoir des chefs, comme c'est le cas en ce moment avec la réforme du projet d'évaluation des enseignants. Il tente d'impulser une grève et les actions les plus fortes possibles pour obliger le gouvernement à abandonner ces nouveaux textes qui introduisent les méthodes managériales des entreprises privées dans le système public d'éducation.

Il ne combat pas pour préserver l'école telle qu'elle est mais veut la transformer. Le syndicat analyse le système éducation français actuel comme un système qui produit la caporalisation, infantilise les enseignant-e-s et les autres personnels. Cette organisation pyramidale dépossède les personnels de leur métier.

Dans nos écoles les syndicalistes sont attentifs à faire respecter le pouvoir décisionnel du conseil des maîtres, à développer le travail d'équipe, le partage de l'information, etc. La collégialité, l'horizontalité, l'égalité des personnels sont mises en avant, revendiquées et pratiquées dans la mesure du possible.

La Fédération lutte contre toutes les créations de hiérarchies intermédiaires, de fonctions, de petits chefs. Elle combat tout ce qui divise les personnels et les met en concurrence : le recours à la rémunération aux primes et aux heures supplémentaires, aux contrats précaires, etc. Elle revendique l'égalité entre tous les personnels, par la création d'un corps unique de la maternelle à l'université. Elle souhaite que tous les personnels puissent discuter en toute égalité, de manière solidaire, des décisions qui les concernent. Elle se prononce pour l'égalité des salaires et des statuts, contre la hiérarchie, en faveur d'une direction collégiale ou coopérative des écoles.

La collégialité a en effet des conséquences pédagogiquement positives en ce qu'elle permet la fluidité des échanges, le travail d'équipe, la responsabilisation de tous les membres de la communauté éducative, la concertation, la cohérence des pratiques, la formation réciproque, la recherche. Elle implique des revendications spécifiques en terme de temps de concertation, de décharges, d'indemnité et de formation. Concrètement le syndicat apporte son soutien à toutes les équipes et tous les collectifs qui vont en ce sens. Il tente de faire vivre

ce fonctionnement collégial dans la mesure de ses moyens. Il utilise ses moyens de communication (journal, sites internet, etc.) pour faire connaître ces pratiques et les mettre en débat avec les collègues travailleurs-euses de l'éducation.

Il lutte contre l'autonomie des établissements scolaires qui vise à les privatiser, à les mettre en concurrence. Le syndicat veut se réapproprier la notion d'autonomie dans un sens collégial et démocratique et tente de l'inclure dans ses fonctionnements syndicaux. Sa commission exécutive est composée de plusieurs co-secrétaires fédéraux et pas d'un seul secrétaire général par exemple.

De plus, il se déclare en faveur de toutes les pédagogies qui favorisent la coopération, l'entraide, l'égalité et la liberté plutôt que la mise en concurrence, la hiérarchie, le « respect » de l'autorité. Il valorise les pédagogies d'entraide et d'émancipation. Il organise des stages, s'est doté d'une commission, rencontre des acteurs pédagogiques pour faire avancer ces questions.

Il considère que les questions des personnels salariés et des élèves se rejoignent. Il refuse la notation, l'arbitraire, la hiérarchie tant pour les travailleurs que pour les élèves. Le syndicat s'est doté d'une commission anti-hiérarchie pour réfléchir à ces questions. Il a produit une brochure et organise un colloque.

Il se dote aussi d'outils pratiques et juridiques pour lutter contre le harcèlement et la souffrance produite par la hiérarchie. Il est convaincu que c'est le rapport de force collectif qui produit des avancées sur ce terrain plutôt que la négociation voire la connivence avec les chefs. Il lutte aussi contre l'intrusion d'institutions autoritaires dans les écoles comme l'armée, la police.

Enfin il a été partie prenante d'un mouvement de désobéissance dans l'éducation nationale en France. Des enseignants, surtout du premier degré (avec des enfants de 3 à 12 ans) ont refusé de mettre en place des réformes :

- Ils n'ont pas fait l'aide individualisée qui vise à remplacer le cours en groupe-classe par une séance construite sur le modèle du coaching avec un petit groupe d'enfants en difficulté ;
- Ils n'ont pas appliqué les nouveaux programmes qui remettent au goût du jour le cours magistral, le bourrage de crâne, en niant tous les acquis des recherches des sciences de l'éducation ;
- Ils n'ont pas saisi les élèves dans un fichier informatique liberticide : Base Élève.

Les désobéissants ont analysé ces ordres de l'État comme remettant en cause les missions de l'enseignant et de l'école. Ils ont décidé de ne pas obéir à ces injonctions. Ils ont beaucoup été sanctionnés et ont vu le syndicat intervenir par tous les moyens pour soutenir les personnels : organisation de grèves, de rassemblements, aide juridique etc.

*Bref contre l'école néolibérale et capitaliste SUD Éducation oppose la résistance, la désobéissance et travaille à mettre en œuvre une grève générale interprofessionnelle, internationale — au moins européenne — pour changer de société.*